

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

8 octobre 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'établissement de conditions
supplémentaires en vue de la ratification
de l'accord commercial entre l'Union
européenne et le Mercosur**

(déposée par Mme Vicky Reynaert)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

8 oktober 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**over bijkomende voorwaarden
voor de ratificatie
van het EU-Mercosur
handelsakkoord**

(ingediend door mevrouw Vicky Reynaert)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 28 juin 2019, après de nombreuses années de négociations, l'Union européenne est parvenue à un accord politique avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) sur le volet commercial de l'accord d'association entre ces deux blocs commerciaux. Cet accord devrait créer la plus grande zone de libre-échange du monde.

À l'heure actuelle, l'avenir politique de cet accord est toutefois très incertain, en particulier à cause de la position politique du président brésilien Bolsonaro, soumis à une forte pression dans son pays, principalement en raison de sa gestion déficiente de la crise du COVID-19. En Europe aussi, la politique du président Bolsonaro suscite, de manière générale, beaucoup d'incompréhension, voire de réprobation. Et en Argentine, c'est la mauvaise situation économique qui est la cause d'un climat politique instable qui pourrait également avoir un impact sur la ratification de l'accord.

Par ailleurs, l'impact potentiel de cet accord sur la reprise économique après la pandémie de COVID-19 n'est pas clair. L'étude d'impact de durabilité récemment publiée par la Commission européenne souligne l'importance de prendre des mesures d'accompagnement telles que le renforcement du filet de sécurité sociale et la mise en place de programmes de formation, pour compenser les effets négatifs de l'accord précité sur les travailleurs de certains secteurs dans les pays du Mercosur. Or, à l'heure où les finances publiques sont soumises à une pression extrême en raison de la crise actuelle, il devient de plus en plus difficile, pour les pays partenaires, de prendre ce type de mesures.

Depuis la relance des négociations en 2016, les effets éventuels d'un accord ont fait l'objet de nombreuses critiques en Europe. Des préoccupations majeures se sont exprimées, en particulier en ce qui concerne le réchauffement climatique et l'environnement, l'impact sur le secteur agricole européen, l'insuffisance de la protection du travail au Brésil et les droits de l'Homme.

Dans le domaine agricole, l'accord vise deux secteurs sensibles au sein de l'Union européenne, ceux du sucre et de la viande bovine. On observe, à cet égard, un énorme contraste entre l'agro-industrie à grande échelle du Brésil et les exploitations agricoles de plus petite taille de l'Union européenne, exploitations qui doivent en outre tenir compte de normes plus strictes en matière d'alimentation et de bien-être animal. Inversement, en Argentine et en Uruguay, les producteurs de lait sont

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 28 juni 2019 bereikte de EU na vele jaren onderhandelen een politiek akkoord met de Mercosur (Brazilië, Argentinië, Paraguay, Uruguay) over het handelsluit van het associatieverdrag tussen beide handelsblokken. Het akkoord zou moeten leiden tot de grootste vrijhandelszone ter wereld.

Het politieke lot van het akkoord is momenteel echter erg onzeker. In het bijzonder staat de politieke positie van de Braziliaanse president Bolsonaro onder grote druk in eigen land, vooral omwille van zijn gebrekkige aanpak van de COVID-19-crisis. Ook in Europa roept zijn beleid in het algemeen heel wat onbegrip en zelfs weerzin op. In Argentinië leidt de slechte economische toestand dan weer tot een weinig stabiel politiek klimaat wat ook voor de ratificatie van het Mercosur-akkoord gevolgen zou kunnen hebben.

De potentiële impact van het akkoord op het economisch herstel na COVID-19 is onduidelijk. De recent gepubliceerde *sustainability impact assessment* van de Europese Commissie wijst op het belang van flankerende maatregelen, zoals de uitbreiding van het sociaal vangnet en herscholingsprogramma's, om in de Mercosurlanden de negatieve effecten op werknemers in bepaalde sectoren op te vangen. Nu de overheidsfinanciën door de huidige crisis onder extreme druk komen te staan, wordt het echter des te moeilijker voor de partnerlanden om dit soort maatregelen te treffen.

Sinds de herlancering van de onderhandelingen in 2016 is er in Europa veel kritiek gekomen omwille van de mogelijke effecten die een akkoord zou teweegbrengen. Grote zorgen leven in het bijzonder op het vlak van de klimaatopwarming en milieu, de gevolgen voor de Europese landbouwsector, de ontoereikende arbeidsbescherming in Brazilië en de mensenrechten.

Op vlak van landbouw viseert het akkoord twee gevoelige sectoren in de EU, namelijk die van de suiker en het rundsvlees. Er bestaat daarbij een groot contrast tussen de grootschalige, industriële agrosector in Brazilië en de kleinere boerbedrijven in de EU die bovendien rekening moeten houden met hogere voedselstandaarden en standaarden op vlak van dierenwelzijn. Omgekeerd zijn de melkproducenten in Argentinië en Uruguay vaak kleine familiebedrijven, geleid door vrouwen. Zonder

souvent de petites entreprises familiales dirigées par des femmes. Sans mesures d'accompagnement tenant compte de la question du genre, ces petites entreprises seront fortement menacées par les libéralisations prévues par cet accord. L'utilisation massive de pesticides dans les pays du Mercosur pose également un problème. En Europe, cette situation suscite des inquiétudes à propos d'une concurrence déloyale et nocive entre ces deux blocs commerciaux.

Le volet agricole de cet accord est toutefois aussi intimement lié à son importante problématique climatique et environnementale. La culture sucrière, l'élevage de bétail et la production de soja, dont une part non négligeable est encore vendue sur le marché européen, constituent en effet la cause principale de la déforestation (souvent illégale) de la forêt amazonienne dans cette région.

S'étendant sur une superficie de près de 7 millions de kilomètres carrés, la forêt amazonienne est la plus grande forêt tropicale. Elle a, à ce titre, une valeur inestimable pour notre planète. Il s'agit non seulement d'une région incroyablement riche, aussi sur le plan de la biodiversité, qui compte des dizaines de milliers d'espèces de plantes, d'arbres et d'animaux, mais aussi d'une région qui joue un rôle majeur à l'égard du climat car elle capte de grandes quantités de CO₂ et les transforme en oxygène et en carbone. En juin 2020, des records de déforestation ont de nouveau été battus en Amazonie. Depuis avril 2019, la déforestation a augmenté au fil des mois. Et certaines études indiquent qu'à ce rythme, la forêt amazonienne pourrait devenir, au cours des décennies à venir, un émetteur de carbone au lieu d'en être un réservoir.

Si la déforestation de l'Amazonie a des conséquences pour toute la planète, elle affecte, en tout premier lieu, la population indigène. Les violations des droits humains commises, dans le cadre de la déforestation massive, au préjudice de cette population, qui se trouve déjà dans une situation précaire, sont multiples: spoliation de terres, intimidation par le recours à la violence, etc. Cela mérite une réaction énergique.

D'importants problèmes se posent également à l'égard des droits fondamentaux du travail. La gravité de la situation est illustrée par le fait que, ces deux dernières années, l'Organisation internationale du travail (ci-après: l'OIT) a placé le Brésil sur la liste des pays où sont commises les plus graves violations des normes internationales du travail constatées dans le monde. Entre 2015 et 2018, le Paraguay a également été mentionné à plusieurs reprises dans les rapports de l'OIT sur les violations des droits du travail, surtout en raison de la progression du travail des enfants. Jusqu'à présent, le Brésil n'a pas encore ratifié la norme fondamentale du travail 87 de l'OIT (protection de la liberté syndicale).

flankerende, gendersensitieve maatregelen zijn zij erg kwetsbaar voor de liberalisering binnen het akkoord. Ook het massale gebruik van pesticiden in de Mercosur-landen stelt een probleem. Deze situatie leidt in Europa tot bezorgdheden over oneerlijke en onveilige concurrentie tussen beide handelsblokken.

Het landbouwluk van het akkoord is echter ook inherent verbonden aan de belangrijke klimaat- en milieuproblematiek van het akkoord. De suikerteelt, de veeteelt en sojaproductie is immers de grootste oorzaak van de vaak (illegale) ontbossing in het Amazonewoud in de regio, waarvan een niet onbelangrijk deel nog steeds zijn weg naar de Europese markt vindt.

Het Amazonewoud is met een oppervlakte van ongeveer 7 miljoen vierkante kilometer het grootste regenwoud en is dan ook van onschatbare waarde voor onze planeet. Niet alleen is het een ongelooflijk rijk en biodivers gebied met tienduizenden soorten planten, bomen en dieren, maar het speelt ook een belangrijke rol voor het klimaat, omdat het grote hoeveelheden CO₂ opslaat en omzet in zuurstof en koolstof. Juni 2020 toonde opnieuw recordcijfers voor de ontbossing in de Amazone. Sinds april 2019, nam de ontbossing elke maand opnieuw toe. Studies wijzen erop dat aan dit tempo, het Amazonewoud in het komende decennium kan veranderen in een koolstof-emitter, in plaats van een koolstofreservoir.

De ontbossing van het Amazonewoud heeft dus gevolgen voor de volledige planeet, maar in de allereerste plaats voor de inheemse bevolking. De mensenrechtenschendingen in het kader van de massale ontbossing ten aanzien van deze bevolking die zich al in een precarie situatie bevindt zijn veelvuldig, zoals bijvoorbeeld landroof en gewelddadige intimidatie. Dit verdient een krachtig antwoord.

Ook op het vlak van fundamentele arbeidsrechten zijn er grote problemen. De ernst van de situatie wordt geïllustreerd door het feit dat de Internationale Arbeidsorganisatie (hierna: IAO genoemd) Brazilië de afgelopen twee jaar op de lijst van landen heeft geplaatst met de ernstigste schendingen van de internationale arbeidsnormen ter wereld. Tussen 2015 en 2018 verscheen Paraguay ook herhaaldelijk in de rapporten van de IAO over schendingen van arbeidsrechten, vooral vanwege de verspreiding van kinderarbeid. Tot dusver heeft Brazilië de fundamentele arbeidsnorm 87 van de IAO (bescherming van de vrijheid van vereniging) niet geratificeerd. Bovendien heeft de Braziliaanse regering de afgelopen jaren de ruimte

En outre, le gouvernement brésilien a considérablement réduit la marge de manœuvre de l'action syndicale ces dernières années, ce qui est en nette contradiction avec les dispositions et les engagements prévus dans le chapitre consacré au développement durable. L'interdiction du travail forcé et du travail des enfants (OIT, normes fondamentales du travail n^{os} 29, 105 et 182) a également été assouplie.

Plusieurs pays européens, dont la France, l'Allemagne, l'Autriche et l'Irlande, avaient déjà menacé antérieurement de ne pas ratifier cet accord de libre-échange si le président Bolsonaro n'agissait pas plus énergiquement contre les feux de forêt en Amazonie et en faveur de la protection de cette région. Le président Macron a par exemple déjà déclaré qu'il considérait le soutien actif de l'Accord de Paris sur le climat, notamment par le Brésil, comme un préalable à la ratification de cet accord de libre-échange. Plusieurs parlements nationaux, notamment ceux des Pays-Bas et de Chypre, se sont activement opposés à sa ratification. En septembre 2019 et en juin 2020, le Parlement européen a consacré deux débats, en séance plénière, à la déforestation de l'Amazonie, où l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne a été au cœur des débats. Dans son rapport relatif à la mise en œuvre de la politique commerciale commune, le Parlement européen a indiqué que l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne ne pouvait pas être ratifié dans sa forme actuelle. Le second semestre de 2020, qui sera marqué par la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne, sera potentiellement décisif pour ce traité commercial. Le texte ayant été finalisé par les négociateurs, le moment est venu de procéder à l'analyse et au toilettage juridiques, puis à la publication des textes, après quoi commencera le long processus de ratification, processus au cours duquel le Parlement européen et les parlements des États membres de l'Union européenne, parmi lesquels figure la Chambre, joueront un rôle important.

Le second semestre de 2020, qui sera marqué par la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne, sera potentiellement décisif pour ce traité commercial. Le texte ayant été finalisé par les négociateurs, le moment est venu de procéder à l'analyse et au toilettage juridiques, puis à la publication des textes, après quoi commencera le long processus de ratification, processus au cours duquel le Parlement européen et les parlements des États membres de l'Union européenne, parmi lesquels figure la Chambre, joueront un rôle important.

voor vakbondswerk enorm beperkt, wat duidelijk in tegenspraak is met de bepalingen en verbintenissen van het hoofdstuk duurzaamheid. Het verbod op slaven- en kinderarbeid (IAO-fundamentele arbeidsnormen nr. 29, 105 en 182) werd ook versoepeld.

Dit voorstel van resolutie beoogt tegemoet te komen aan de grote bezorgdheden die leven omtrent dit verdrag. Milieuorganisaties hebben reeds lang hun bezorgdheid geuit en betoogd dat de vrijhandelsovereenkomst de uitbreiding van de houtkap in de Amazone zou versnellen, hetgeen in strijd zou zijn met de verplichtingen van de partijen op het gebied van klimaatverandering. Deze zorgen hebben meer zichtbaarheid gekregen na berichtgeving in de media in de zomer van 2019 over de grootschalige vernietiging door branden in het Braziliaanse Amazonegebied. Deze crisis rond de Amazonebranden zette politieke steun voor het verdrag op de helling. Verschillende Europese landen, waaronder Frankrijk, Duitsland, Oostenrijk en Ierland, dreigden eerder al om het verdrag niet goed te keuren als president Bolsonaro niet harder zou optreden tegen de branden in het Amazonegebied en voor de bescherming ervan. Zo zei de Franse president Macron bijvoorbeeld al dat actieve steun voor het klimaatakkoord van Parijs, met name door Brazilië, voor hem een voorwaarde is om het akkoord goed te keuren. Ook verschillende nationale parlementen, waaronder in Nederland en Cyprus, tekenden actief verzet aan tegen de ratificatie van het verdrag. Het Europees Parlement wijdde in september 2019 en juni 2020 twee plenaire debatten aan de ontbossing in de Amazone, waarin het EU-Mercosur handelsverdrag een centrale rol speelde. In haar rapport over de tenuitvoerlegging van het gemeenschappelijk handelsbeleid stelde het Europees Parlement dat het EU-Mercosurverdrag niet in haar bestaande vorm kan worden geratificeerd.

De tweede jaarhelft van 2020, onder het Duits voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie, wordt mogelijk bepalend voor het handelsverdrag. Nu de tekst door de onderhandelaars werd afgerond, zijn we aanbeland in de periode van "juridische screening en scrubbing" en publicatie van de teksten. Daarna begint het lange proces van ratificatie. Het Europees Parlement en de parlementen van de EU-lidstaten, waaronder De Kamer, spelen daarin een belangrijke rol. In zijn hoorzitting voor het Europees Parlement op 1 oktober 2020 bevestigde de nieuwe Commissaris voor Handel Valdis Dombrovskis dat de Commissie het akkoord niet ter ratificatie zal voorleggen tot Brazilië bijkomende betekenisvolle engagementen op het gebied van ontbossing aangaat.

Nous souhaitons dès lors mettre cette période à profit pour subordonner l'éventuelle approbation de ce traité à l'ajout de conditions supplémentaires essentielles à l'égard de la lutte contre la déforestation, de la protection de l'agriculture durable et des chaînes alimentaires locales, ainsi que de la protection et la promotion des droits sociaux et des droits de l'Homme.

Nous sommes convaincus que nous ne pourrions continuer à maîtriser la mondialisation que si nous nous fixons des règles ambitieuses protégeant les citoyens, les travailleurs et la planète, et issues d'un débat démocratique. Nous avons besoin d'un nouveau modèle d'accords commerciaux qui mette la défense des travailleurs, les consommateurs, le climat et l'environnement sur le même pied que les intérêts économiques. Ce traité offre une occasion unique de mieux protéger les forêts tropicales, mais aussi d'avancer un nouveau modèle d'accords commerciaux mettant en avant la durabilité et le progrès social.

We willen dan ook gebruikmaken van deze periode om een eventuele goedkeuring van dit verdrag afhankelijk te maken van bijkomende voorwaarden die essentieel zijn in de strijd tegen ontbossing, de bescherming van duurzame landbouw en lokale voedselketens en de bescherming en promotie van sociale rechten en mensenrechten.

Wij zijn ervan overtuigd dat de mondialisering enkel beheersbaar blijft middels ambitieuze regels die de burgers, de werknemers en de planeet beschermen en die het resultaat zijn van een democratisch debat. Een nieuw model van handelsakkoorden moet de verdediging van de werknemers, consumenten, het klimaat en het leefmilieu op gelijke voet plaatsen met de economische belangen. Dit verdrag biedt een unieke opportuniteit, niet alleen om de regenwouden beter te beschermen maar ook om een nieuw model van handelsakkoorden naar voor te schuiven waarbij duurzaamheid en sociale vooruitgang voorop staan.

Vicky REYNAERT (sp.a)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le “*sustainability impact assessment*” de la Commission européenne n’a été publié qu’un an après la signature du traité, ce qui a empêché les négociateurs de tenir compte de tous les risques pour la durabilité et l’étude de prendre en compte le résultat final des négociations, d’où son manque de pertinence;

B. considérant que l’évaluation d’impact indépendante du gouvernement français souligne les risques sanitaires accrus, l’augmentation éventuelle de la déforestation et des émissions de gaz à effet de serre et les effets négatifs sur les secteurs agricoles européens sensibles;

C. considérant que la pandémie du COVID-19 a sévèrement frappé l’ensemble des pays sur le plan socio-économique, certaines autorités éprouvant dès lors beaucoup de difficultés à prendre des mesures sociales compensatoires en faveur des travailleurs qui subiront un impact négatif du traité, tant dans la zone Mercosur qu’au sein de l’UE;

D. considérant que l’union douanière du Mercosur est en proie à de fortes tensions politiques internes et que l’accord d’association UE-Mercosur peut contribuer à la consolidation et à l’intégration de cette union douanière;

E. considérant que même sans accord commercial, le volume annuel de transactions commerciales entre l’UE et le Mercosur est déjà important, les produits agricoles représentant déjà un tiers des exportations totales à destination de l’UE;

F. considérant que le traité commercial offre l’opportunité de mieux réguler le commerce des services et des produits entre le Mercosur et l’Union européenne et en particulier, mais pas uniquement, les conditions sanitaires et phytosanitaires et les dispositions en matière de durabilité;

G. vu l’Accord sur le climat de Paris du 12 décembre 2015;

H. considérant que le gouvernement brésilien a, au cours des dernières années, démantelé les mécanismes de protection de la forêt amazonienne, tant sur le plan législatif que sur le plan institutionnel;

I. considérant qu’outre les nombreux autres problèmes, l’interruption du financement et les nombreux licenciements intervenus à l’Institut brésilien pour l’environnement

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat de “*sustainability impact assessment*” van de Europese Commissie pas een jaar na de ondertekening van het verdrag gepubliceerd werd, de onderhandelaars hierdoor onmogelijk rekening konden houden met alle duurzaamheidsrisico’s en dat de studie het uiteindelijke resultaat van de onderhandelingen niet in aanmerking neemt waardoor ze relevantie mist;

B. overwegende dat de onafhankelijke impactevaluatie van de Franse regering wijst op verhoogde sanitaire risico’s, mogelijke toenemende ontbossing en broeikasemissies en negatieve effecten op gevoelige Europese landbouwsectoren;

C. overwegende dat de COVID-19-pandemie alle landen sociaal-economisch hard getroffen heeft, waardoor het voor sommige overheden zeer moeilijk wordt om compenserende sociale maatregelen te treffen voor werknemers die een negatieve impact van het verdrag zullen ondervinden, zowel binnen Mercosur als binnen de EU;

D. overwegende dat de Mercosur douane-unie onder hevige interne politieke spanning staat en dat het EU-Mercosur-associatieakkoord kan bijdragen tot de consolidering en integratie van deze douane-unie;

E. overwegende dat er zonder handelsakkoord reeds jaarlijks een aanzienlijk handelsvolume tussen de EU en Mercosur verhandeld wordt, waarbij landbouwproducten reeds een derde van de totale exports naar de EU omvatten;

F. overwegende dat het handelsverdrag de opportuniteit biedt om de handel in diensten en producten tussen Mercosur en de EU beter te reguleren, in het bijzonder, maar niet gelimiteerd tot, de sanitaire en phytosanitaire voorwaarden en de duurzaamheidsbepalingen;

G. gelet op het Klimaatakkoord van Parijs van 12 december 2015;

H. overwegende dat de Braziliaanse regering de beschermingsmechanismen voor het Amazonewoud de voorbije jaren heeft ontmanteld, zowel op wetgevend als op institutioneel gebied;

I. overwegende dat naast de talrijke andere problemen daarbij, in het bijzonder het schrappen van financiering en de talrijke ontslagen binnen het Braziliaans Instituut

et les ressources naturelles renouvelables (IBAMA), à la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) et à l'Institut national de recherches spatiales (INPE), sont tout particulièrement un sérieux motif de préoccupation;

J. considérant que les incendies de forêt ont, pour chaque mois de 2020, été systématiquement plus importants que ceux observés durant le même mois de 2019;

K. considérant que la population indigène du Brésil, du Paraguay et de l'Argentine se trouve dans une situation précaire et est victime de discriminations, de spoliation des terres et d'intimidations violentes;

L. considérant que la forêt amazonienne est un important "puits de carbone" et que des études scientifiques pointent le risque réel de voir la forêt amazonienne devenir, au cours de la prochaine décennie, un émetteur de carbone net ('*carbon emitter*');

M. considérant que le Brésil s'est engagé, dans le cadre de l'Accord de Paris, à restaurer 120 000 km² de forêt tropicale et à mettre définitivement fin à la déforestation de l'Amazonie à l'horizon 2030;

N. considérant que plusieurs pesticides autorisés dans les pays du Mercosur sont interdits dans l'UE;

O. considérant que la portée juridique du principe de précaution est équivoque dans le traité et que l'UE a perdu dans le passé plusieurs affaires en rapport avec le principe de précaution devant l'instance d'appel de l'Organisation mondiale du commerce;

P. considérant que les dispositions du chapitre sur la durabilité de l'accord commercial ne sont pas effectivement contraignantes;

Q. considérant que depuis la signature du traité, le gouvernement brésilien a déjà pris différentes mesures contraires aux dispositions du traité en matière de durabilité;

R. considérant que la CSI a, ces deux dernières années, placé le Brésil sur la liste des pays comptant les plus graves violations des normes internationales du travail au monde;

S. considérant que la Commission européenne procède actuellement à une réévaluation de sa politique commerciale à la suite de la pandémie du COVID-19;

voor Milieu en Hernieuwbare Natuurlijke Hulpbronnen (IBAMA), de nationale stichting voor inheemse volkeren (FUNAI) en het Braziliaans ruimteagentschap INPE, grote reden tot bezorgdheid biedt;

J. overwegende dat de bosbranden in elke maand van 2020 groter waren in vergelijking met diezelfde maand in 2019;

K. overwegende dat de inheemse bevolking in Brazilië, Paraguay en Argentinië zich in een precare situatie bevindt en dat zij getroffen wordt door discriminatie, landroof en gewelddadige intimidatie;

L. overwegende dat het Amazonewoud een belangrijke "koolstofput" is en wetenschappelijke studies wijzen op het reële risico dat het Amazonewoud in het komende decennium een netto koolstofuitstoter ('*carbon emitter*') dreigt te worden;

M. overwegende dat Brazilië zich er onder het Parijsakkoord toe heeft verbonden om 120 000 km² regenwoud te herstellen en de ontbossing in de Amazone een volledige halt toe te roepen tegen 2030;

N. overwegende dat verschillende van de geautoriseerde pesticiden in de Mercosur-landen verboden zijn in de EU;

O. overwegende dat de juridische draagwijdte van het voorzorgsprincipe in het verdrag onduidelijk is en dat de EU in het verleden verschillende zaken rond het voorzorgsprincipe voor de beroepsinstantie van de Wereldhandelsorganisatie heeft verloren;

P. overwegende dat de bepalingen binnen het duurzaamheidshoofdstuk van het handelsakkoord niet effectief afdwingbaar zijn;

Q. overwegende dat de Braziliaanse regering sinds de ondertekening van het verdrag verschillende maatregelen heeft genomen die strijdig zijn met de duurzaamheidsbepalingen van het verdrag;

R. overwegende dat het ITUC Brazilië de afgelopen twee jaar op de lijst van landen geplaatst heeft met de ernstigste schendingen van de internationale arbeidsnormen ter wereld;

S. overwegende dat de Europese Commissie momenteel bezig is aan een herevaluatie van haar handelsbeleid naar aanleiding van de COVID-19 pandemie;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de ne pas approuver dans les circonstances actuelles la signature du volet commercial de l'accord d'association UE-Mercosur tel qu'il a été présenté le 1^{er} juillet 2019;

2. en conséquence, de subordonner une approbation éventuelle à la réunion des conditions suivantes:

a. En ce qui concerne l'attitude des parties à l'accord:

i. prendre des mesures effectives garantissant que les parties à l'accord respecteront les obligations qui leur sont imposées par l'Accord de Paris. Il convient à cet égard de subordonner l'approbation à l'obligation de faire rapport (article 13 de l'Accord de Paris) sur les "contributions déterminées au niveau national" (*Nationally Determined Contributions*) (CDN) attendues en 2020 et d'intégrer toujours dans ces CDN le niveau d'ambition le plus élevé possible (article 4 de l'Accord de Paris);

ii. prendre des mesures visant à lutter contre la déforestation et à protéger et à étendre, également dans le futur, la région amazonienne et d'autres biomes; il est nécessaire de disposer à cet effet d'institutions et d'agences étatiques efficaces;

iii. respecter les normes fondamentales fixées par l'Organisation internationale du travail, ainsi que les droits syndicaux;

b. En ce qui concerne le contenu du projet d'accord et les mesures d'accompagnement qui permettront de déterminer s'il convient d'approuver celui-ci:

i. intégrer un mécanisme de règlement des conflits permettant de réexaminer et d'exécuter les engagements figurant dans le chapitre commerce et développement durable; ce mécanisme doit être fondé sur la possibilité de prendre des sanctions en cas de non-respect et de retirer en dernier recours les préférences commerciales;

ii. préciser qu'en cas de conflit entre les obligations imposées par l'accord, les engagements internationaux ratifiés en matière d'environnement, de climat, de droit du travail et de droits de l'homme primeront;

iii. veiller à ce qu'une feuille de route pour la protection de l'Amazonie et pour le renforcement des agences environnementales brésiliennes soit négociée entre la Commission européenne et le partenaire à l'accord, en concertation avec le Parlement européen, et veiller à ce

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. in de huidige omstandigheden geen goedkeuring te verlenen voor de ondertekening van het handelsluit van de associatieovereenkomst EU-Mercosur zoals voorgesteld op 1 juli 2019;

2. derhalve haar eventuele goedkeuring afhankelijk te stellen van de vervulling van de volgende voorwaarden:

a. Wat betreft de houding van de Verdragspartners:

i. het nemen van effectieve maatregelen waarmee de verdragspartners hun verplichtingen onder het Parijsakkoord zullen nakomen. In dit verband dient een goedkeuring afhankelijk gesteld te worden van de rapporteringsverplichting (Artikel 13, Akkoord van Parijs) van de in 2020 verwachte "nationaal bepaalde bijdragen" (*Nationally Determined Contributions – NDCs*), en daarbij de verplichting om in deze NDC's steeds het hoogst mogelijke ambitieniveau weer te geven (Artikel 4, Akkoord van Parijs);

ii. het nemen van maatregelen om ontbossing tegen te gaan en om het Amazonegebied en andere biomes ook in de toekomst te beschermen en uit te breiden, wat slagkrachtige instellingen en staatsagentschappen vereist;

iii. eerbiediging van de fundamentele normen van de Internationale Arbeidsorganisatie en van de vakbondsrechten;

b. Wat betreft de inhoud van het ontwerpakkoord en bijhorende flankerende maatregelen die de overweging tot goedkeuring verder zullen bepalen:

i. de inclusie van een geschillenbeslechtingmechanisme dat instaat voor de *review* en implementatie van de verbintenissen in het hoofdstuk handel en duurzame ontwikkeling en gebaseerd is op de mogelijkheid om sancties te treffen in geval van niet-naleving, met de mogelijkheid om in laatste instantie handelspreferenties in te trekken;

ii. een verduidelijking dat, in geval van conflicterende verbintenissen binnen het verdrag, de geratificeerde internationale verbintenissen rond milieu, klimaat, arbeidsrechten en mensenrechten voorrang krijgen;

iii. een *roadmap* voor de bescherming van de Amazone en de versterking van de milieufactieschappen in Brazilië die, met medewerking van het Europees Parlement, door de Europese Commissie met de verdragspartner wordt onderhandeld en waarbij de Commissie zich er

que la Commission s'engage expressément à surveiller la mise en œuvre des obligations contractées dans ce cadre;

iv. renforcer la portée et l'application du principe de précaution de façon à protéger la santé des êtres humains, des animaux et des plantes, ainsi que l'environnement, conformément au Traité de Lisbonne;

v. poursuivre la concrétisation des ambitions fixées dans la Communication de 2019 de la Commission "Renforcer l'action de l'UE en matière de protection et de restauration des forêts de la planète". À cet égard, veiller à la conclusion d'un "Accord de partenariat volontaire FLEGT" entre l'Union européenne et les parties à l'accord, dans le but de renforcer la lutte contre la déforestation illégale;

vi. proposer une réglementation européenne relative à l'obligation de diligence des entreprises ('*Corporate Due Diligence*') en ce qui concerne l'importation sur le marché intérieur de l'UE de biens et produits présentant un risque pour les forêts ou pour l'écosystème et veiller à ce que cette réglementation inclue un système de vérification du respect de critères tels que le respect des écosystèmes, des conditions de travail et des droits des peuples indigènes;

vii. à cet effet, développer en concertation avec les autorités du Mercosur un mécanisme de suivi permettant aux entreprises d'appliquer la due diligence à la chaîne alimentaire, en s'inspirant de partenariats privés-publics antérieurs mis en place au Brésil, comme "le moratoire sur le soja" et le "moratoire sur la viande bovine";

viii. instaurer un mécanisme formel de traitement des plaintes permettant aux citoyens, aux organisations de la société civile, aux syndicats et aux États membres de déposer auprès de la Commission européenne une plainte motivée concernant le non-respect des dispositions en matière de droits de l'homme ou des dispositions sociales ou environnementales dans le cadre d'accords de libre-échange;

ix. renforcer les missions du Responsable européen du respect des règles du commerce de la Commission européenne, en accordant une attention maximale au suivi du respect des engagements contenus dans le chapitre commerce et développement durable;

x. faire préciser par la Commission les compensations prévues par le *European Globalisation Adjustment Fund* (EGF) pour les entreprises et employés agricoles qui sont touchés par l'accord commercial;

uitdrukkelijk toe verbindt om toe te zien op de implementatie van de verbintenissen die in dit kader worden gemaakt;

iv. een versterkte invulling en hantering van het voorzorgsprincipe ter bescherming van de gezondheid van mens, dier, planten of het milieu, gebaseerd op het verdrag van Lissabon;

v. het verder concretiseren van de ambities vooropgesteld in de Mededeling van de Commissie van 2019 over "Bescherming en herstel van bossen wereldwijd: de actie van de EU opvoeren". In dit verband, het afsluiten van een zogenaamd "FLEGT *Voluntary Partnership Agreement*" tussen de Europese Unie en de verdragspartners van dit akkoord, met als doel de strijd tegen illegale ontbossing op te voeren;

vi. het voorstellen van Europese regelgeving inzake de zorgvuldigheidsverplichting van het bedrijfsleven ("*corporate due diligence*") voor de invoer van goederen en producten met een bos- of ecosysteemrisico op de EU interne markt, met inbegrip van een verificatiesysteem voor de naleving van criteria zoals respect voor ecosystemen, arbeidsvoorwaarden en de rechten van inheemse volkeren;

vii. dieneinde een monitoringmechanisme te ontwikkelen met de Mercosur-autoriteiten die bedrijven in staat stelt om *due diligence* toe te passen op de voedselketen, waartoe eerdere privaat-publieke samenwerkingen in Brazilië zoals het "sojatoratorium" en het "rundvleesmoratorium" als inspiratie kunnen dienen;

viii. de invoering van een formeel klachtenmechanisme die burgers, maatschappelijke organisaties, vakbonden en lidstaten in staat stellen een gemotiveerde klacht in te dienen bij de Europese Commissie over de niet-naleving van de mensenrechten-, sociale en milieubepalingen in het kader van vrijhandelsovereenkomsten;

ix. een versterkte invulling van de taken van de zgn. *Chief Trade Enforcement Officer* van de Europese Commissie, met maximale aandacht voor de opvolging van de naleving van de engagementen in het hoofdstuk handel en duurzame ontwikkeling;

x. een verduidelijking van de Commissie over de compensaties die worden voorzien onder het *European Globalisation Adjustment Fund* (EGF) voor landbouwbedrijven- en medewerkers die worden geraakt door het handelsverdrag;

xi. développer des programmes d'inspection du travail renforcés en vue de lutter contre le travail forcé et le travail des enfants;

xii. garantir que les *Domestic Advisory Groups* seront opérationnels le premier jour de la mise en œuvre de l'accord, ce qui permettra de renforcer la société civile dans les pays partenaires;

xiii. garantir que le travail des *Domestic Advisory Groups* sera soutenu par des moyens adéquats, y compris une aide technique, et que les commissions intergouvernementales seront tenues de donner une suite concrète aux recommandations formulées par les *Domestic Advisory Groups*;

3. de contraindre la Commission à publier, au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur provisoire de l'accord, une évaluation d'impact ex-post relative aux effets de l'accord en matière de durabilité;

4. de considérer l'accord d'association avec le Mercosur comme unique et indivisible et de s'opposer, au sein du Conseil, à toute scission de l'accord;

5. d'associer dorénavant étroitement la Chambre au suivi du trajet du texte de l'accord et aux démarches éventuelles prises par le gouvernement belge en la matière.

18 septembre 2020

xi. versterkte arbeidsinspectieprogramma's te ontwikkelen om dwang- en kinderarbeid tegen te gaan;

xii. de garantie dat de *Domestic Advisory Groups* op de eerste dag van de tenuitvoerlegging van de overeenkomst operationeel zullen zijn, waardoor het maatschappelijk middenveld in de partnerlanden wordt versterkt;

xiii. de garantie dat het werk van de "*Domestic Advisory Groups*" wordt ondersteund met adequate middelen, inclusief technische ondersteuning, en dat de intergouvernementele commissies ertoe verbonden worden om concreet gevolg te geven aan de aanbevelingen die gemaakt worden door de *Domestic Advisory Groups*;

3. de Commissie ertoe te verbinden om ten laatste 5 jaar na de voorlopige inwerkingtreding van het verdrag een ex-post impactevaluatie te publiceren over de duurzaamheidseffecten van het akkoord;

4. het Mercosur associatieakkoord als één en ondeelbaar beschouwen en zich in de Raad te verzetten tegen de opsplitsing van het akkoord;

5. de Kamer nauw te betrekken bij de verdere opvolging van het traject van de verdragstekst en de eventuele stappen die de Belgische regering hieromtrent neemt.

18 september 2020

Vicky REYNAERT (sp.a)